
Fiches thématiques

Autres

Avertissement

Cette édition des Services en France est présentée selon la Nomenclature d'Activités Française 2^e révision (NAF rév. 2), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 qui est articulée en sections, puis à l'intérieur en divisions, groupes, classes et sous-classes.

Par ailleurs, le dispositif de collecte des informations sur les entreprises a été entièrement refondu : le nouveau dispositif d'Élaboration des Statistiques ANnuelles d'Entreprises (Ésane) permet d'alléger la charge statistique des entreprises, en intégrant dans un seul système les données d'enquête et les sources administratives.

La mise en place d'Ésane a eu également pour conséquence un élargissement du champ de la publication, puisque, dorénavant, les Dom sont pris en compte dans le dispositif ; sauf mention contraire, les résultats portent donc sur la France entière.

Par ailleurs, depuis la loi de modernisation de l'économie (LME) et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme « entreprise » renvoie plutôt à une notion économique, qu'il n'est pas actuellement possible d'appréhender statistiquement. Cette publication décrit des sociétés (sous leurs diverses formes) ou des entreprises individuelles ou même des associations ; ces dernières sont très peu décrites en tant que telles dans cet ouvrage mais sont comptabilisées avec les sociétés ou les entreprises individuelles. L'ensemble de ces unités est désigné par l'acronyme de SNFEI (société non financière et entrepreneur individuel) ou par l'appellation unité légale, pour ne pas utiliser le vocable « entreprise ».

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.d.	Résultat non diffusable
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

6.1 Auxiliaires d'assurances

En 2009, le secteur des **activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite** compte 21 900 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI). Il emploie 8 500 salariés en équivalent-temps plein (EQTP) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de près de 9,8 milliards d'euros, soit 1,5 % des ventes de l'ensemble des services marchands.

Ce secteur se compose d'unités de taille très modeste : 6 % seulement des SNFEI emploient au moins un salarié, le personnel des autres unités se réduisant, le plus souvent, à un unique non-salarié. Il est exceptionnellement peu concentré : le poids des grandes unités (250 salariés et plus) est négligeable, les SNFEI de moins de 10 salariés totalisant plus de 90 % du chiffre d'affaires. Il est également très peu diversifié : le cœur de métier assure 99 % des ventes. Enfin, il se caractérise par une très forte intégration de sa production, avec un taux de valeur ajoutée -ou d'intégration- (valeur ajoutée/chiffre d'affaires) de 62 %, quand celui des services marchands est de 46 %.

Être **agent ou courtier d'assurances** est la principale activité des services auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite : elle génère plus des trois quarts du chiffre d'affaires du secteur.

Comme l'ensemble des activités auxiliaires d'assurance, ce sous-secteur est presque

exclusivement tourné vers son cœur de métier (96 % des ventes) ; il ne diversifie ses ventes qu'en pratiquant des activités de même nature : évaluation des risques et dommages (2 %), autres activités auxiliaires de services financiers (1 %) ou d'assurance et de caisses de retraite (1 % également). Sa situation économique et financière est florissante, malgré une légère dégradation de ses résultats en 2009 : son taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée) demeure supérieur à celui de l'ensemble des services marchands (35 % contre 29 %), son taux de profitabilité (résultat net comptable/valeur ajoutée) est bien plus élevé (33 % contre 26 %). Les agents et courtiers d'assurances semblent avoir profité du regain des contrats d'assurance-vie en euros à taux fixe, consécutif à la baisse des taux de rémunération des livrets et des comptes d'épargne réglementés (livret A, notamment).

Malgré un contexte très difficile, les autres activités des auxiliaires d'assurance ont bénéficié d'une embellie. Ainsi, les taux de marge et de profitabilité du sous-secteur de l'**évaluation des risques et dommages** atteignent, en 2009, respectivement 30 % et 25 %, après 17 % et 12 % en 2008. Les **autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite** restaurent leur taux de marge (37 % après 17 %) et renforcent leur taux de profitabilité (33 % après 31 %). ■

Définitions

Activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (groupe 66.2 de la NAF rév. 2) : ce secteur comprend l'activité exercée par des agents (courtiers) consistant à vendre des contrats d'assurance ou à fournir d'autres services liés aux prestations pour salariés ou aux caisses d'assurance et de retraite. Il se compose de trois classes.

Évaluation des risques et dommages (classe 66.21) : évaluation des demandes d'indemnisation, de détermination du montant des sinistres ou des dommages couverts par les polices d'assurance et de négociation du règlement ; services d'examen des demandes d'indemnisation évaluées et d'autorisation de paiement ; services d'expertise des dommages pour compte d'assuré ou de compagnie.

Activités des agents et courtiers d'assurances (classe 66.22) : services de vente, de négociation ou de marchandage des contrats d'assurance de rente et de polices de réassurance.

Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (classe 66.29) : services actuariels (services de calcul des risques et primes d'assurance) ; autres services (administration des fonds d'assurance et de retraite, administration des sauvetages, conseil en assurances et en pension).

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.ffsa.fr : fédération française des sociétés d'assurances ; www.fcca.fr : fédération française des courtiers en assurances ; www.agea.fr : fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance.

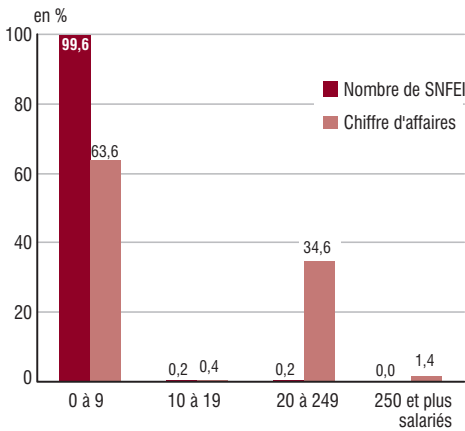
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée en M€	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Évaluation des risques et dommages	4 800	1 400	401,8	2 100	1 370	30,0	2,7	25,4
Activités des agents et courtiers d'assurances	16 700	7 000	242,6	7 510	4 540	34,8	2,4	32,6
Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	400	100	324,5	150	100	36,7	7,8	32,7
Total activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	21 900	8 500	269,9	9 760	6 010	33,7	2,6	31,0

Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

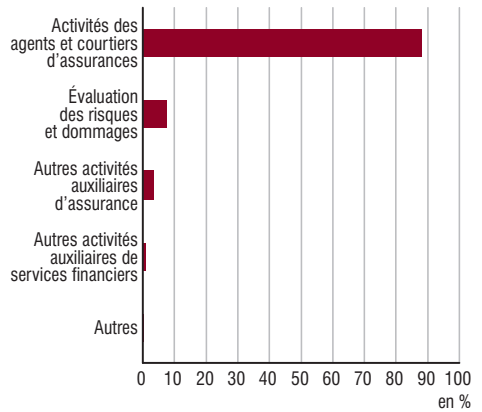
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

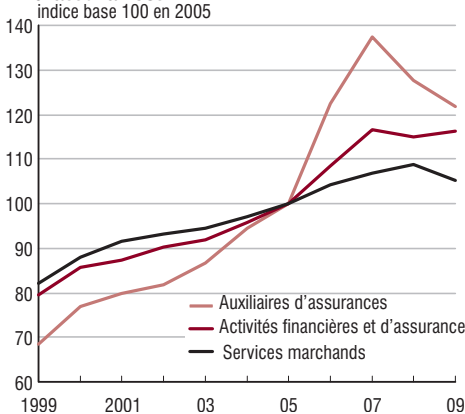
3. Répartition des ventes du secteur des auxiliaires d'assurances



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

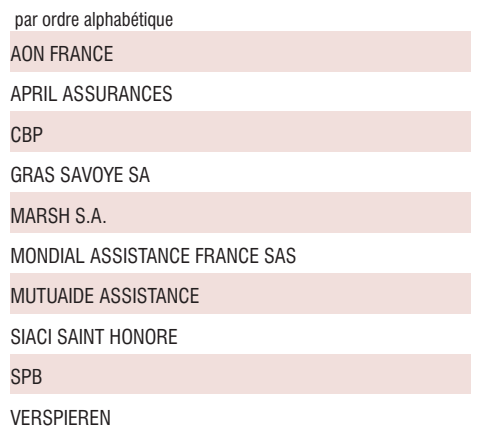
4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur des auxiliaires d'assurances



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

6.2 Activités immobilières

Le secteur des **activités immobilières** (hors promotion immobilière) compte, en 2009, 148 700 SNFEI (sociétés non financières et entrepreneurs individuels), dont un tiers d'entrepreneurs individuels. Il réalise un chiffre d'affaires (CA) proche de 70 milliards d'euros, soit 10 % du CA de l'ensemble des services marchands. Il emploie 198 000 salariés en équivalent-temps plein et se caractérise par la petite taille de ses entreprises (un seul salarié en moyenne). La rémunération par salarié y est un peu plus faible que dans l'ensemble des services marchands (38 000 euros contre 42 000 euros par an).

Le secteur immobilier couvre des activités très capitalistiques, nécessitant des investissements lourds. Ainsi, le taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée) est deux fois supérieur à celui des services : 60 % contre 29 %. Le taux de rentabilité (résultat net comptable/valeur ajoutée) est aussi très élevé : 31 % (26 % dans l'ensemble des services marchands).

La **location et l'exploitation de biens immobiliers propres ou loués** est la principale composante du secteur des activités immobilières. La location de logements, très concentrée autour des offices publics d'HLM et de quelques grands groupes immobiliers, contribue pour plus de 60 % au chiffre d'affaires et à la valeur ajoutée de la location immobilière. De dimension plus modeste, la location de terrains et d'autres biens

immobiliers est une activité d'unités de très petite taille (souvent sans salarié) ; ses plus grandes sociétés sont des entreprises propriétaires et exploitantes de centres commerciaux.

Les **activités immobilières pour compte de tiers** ne réalisent qu'un cinquième du CA de l'immobilier. Avec un taux de rentabilité de 19 %, elles sont moins rentables que la location et l'exploitation de biens immobiliers (33 %). Les agences immobilières contribuent à hauteur de 61 % aux activités immobilières pour compte de tiers. Confrontées à un coût du personnel important, elles dégagent un taux de marge faible, mais en très nette progression (21 % en 2009, après 9 % en 2008). *A contrario*, la situation économique de l'administration de biens immobiliers se dégrade en 2009 : le taux de marge passe de 26 % à 10 % et le taux de rentabilité de 34 % à 20 %.

Les **activités des marchands de biens immobiliers** génèrent 8 % du chiffre d'affaires des activités immobilières. Composé pour l'essentiel de sociétés de très petite taille, avec souvent un seul non-salarié, ce sous-secteur est touché en 2009 par la récession, pour la deuxième année consécutive. La dégradation très marquée de son taux de marge n'empêche pas des investissements considérables : son taux d'investissement (investissements corporels bruts hors apports/valeur ajoutée) atteint 122 %. ■

Définitions

Activités immobilières (division 68 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de trois sous-secteurs. Dans la NAF rév. 2, contrairement à la nomenclature d'activités précédente (NAF rév. 1), la promotion immobilière n'est plus une activité de services, mais de construction. De même, les activités de gardiennage ne sont plus classées en administration d'immeubles, mais en « activités combinées de soutien lié aux bâtiments » (81.10Z).

Activités des marchands de biens immobiliers (groupe 68.1) : transactions sur bâtiments résidentiels ou non, terrains à bâtir ou non constructibles, effectuées par les marchands de biens immobiliers.

Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (groupe 68.2) : location et exploitation de logements, terrains et autres biens immobiliers.

Activités immobilières pour compte de tiers (groupe 68.3) : menées essentiellement par les agences immobilières ou les administrations de biens immobiliers, dont les syndicats de copropriété.

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- « Enquête sur les réseaux dans les services en 2007 » *Insee Résultats*, série Économie n° 48, juillet 2010.
- « Les réseaux d'enseignes dans les services », *Insee Première* n° 1299, juin 2010.

Sites internet : www.developpement-durable.gouv.fr : ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie ; www.fnaim.fr : fédération nationale des agents immobiliers ; www.bipe.fr : Bipe - secteurs construction et immobilier.

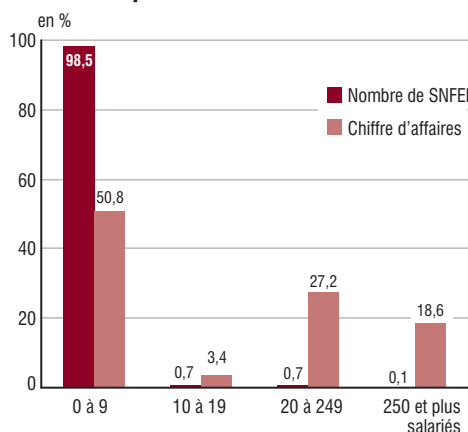
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée en M€	Taux de marge en %	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité en %
Activités des marchands de biens immobiliers	16 600	3 300	55,3	5 860	450	18,8	122,0	59,3
Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués	78 200	100 200	35,1	50 010	30 900	70,1	116,0	33,1
Location de logements	20 600	84 100	32,6	30 160	18 870	63,7	132,0	33,9
Location de terrains et d'autres biens immobiliers	57 600	16 100	47,9	19 850	12 030	80,1	89,8	31,9
Activités immobilières pour compte de tiers	53 900	94 500	40,9	13 580	6 930	17,0	17,9	18,5
Agences immobilières	45 500	55 800	41,2	8 220	4 280	21,2	9,4	17,8
Administration de biens immobiliers	8 500	38 700	40,4	5 360	2 650	10,1	31,8	19,7
Activités immobilières	148 700	198 000	38,2	69 450	38 280	59,8	98,1	30,8

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

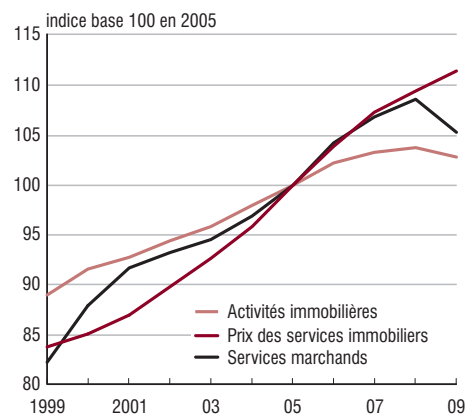
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

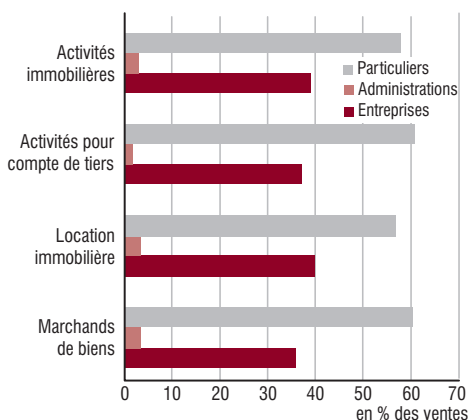
4. Évolution de la production en volume et des prix de 1999 à 2009 dans le secteur des activités immobilières



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

3. Répartition de la clientèle du secteur des activités immobilières

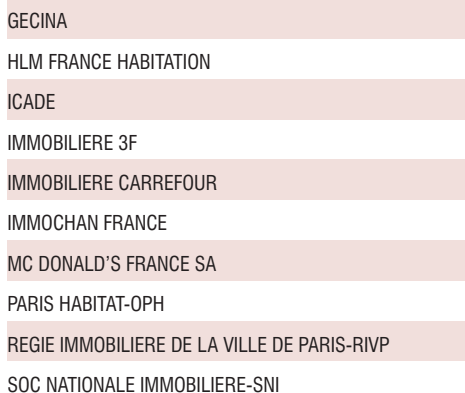


Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, É sane 2009.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

6.3 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques

Le secteur de la **réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** compte, en 2009, 26 500 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI). Il emploie 40 700 salariés en équivalent-temps plein et génère un chiffre d'affaires (CA) de 7,3 milliards d'euros. Sa contribution à l'ensemble des services marchands est marginale : 1,2 % des effectifs, 1,1 % du CA, 0,8 % de la valeur ajoutée (VA) et 0,4 % de l'excédent brut d'exploitation (EBE).

Ce secteur est composé d'une nette majorité d'entrepreneurs individuels (69 %), dont une bonne moitié d'artisans (39 % du total) et un gros tiers d'artisans-commerçants (27 %). Cependant, l'activité est portée par les sociétés, qui réalisent 86 % des ventes.

Réparation et commerce sont deux activités étroitement liées, la réparation nécessitant fréquemment le changement d'un des composants du bien à réparer. En conséquence, le secteur se distingue par une très grande diversification de ses recettes : alors que le cœur de métier, la réparation, ne génère que 60 % des ventes, le commerce de gros et le commerce de détail réalisent respectivement 20 % et 11 % des facturations. L'importance de l'activité de revente en l'état explique la faiblesse du taux d'intégration (VA/CA), inférieur de 10 points à celui des services marchands (36 % contre 46 %).

Au sein du secteur, les produits réparés se répartissent en deux groupes : les matériels

informatiques d'une part, tous les autres biens personnels et ménagers d'autre part.

La **réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication** est l'activité la plus importante : 70 % du chiffre d'affaires, 65 % de la valeur ajoutée et 62 % des effectifs. Elle se trouve dans une passe difficile, sa position, déjà délicate en 2008, s'est encore détériorée en 2009 : taux de marge (EBE/VA) et taux de profitabilité (résultat net comptable/VA), déjà faibles en 2008 (11 % et 4 %), se sont encore dégradés (8 % et 0 %), l'essentiel de la VA produite abonde les salaires au détriment des marges. La situation s'est cependant un peu redressée dans le sous-secteur de la réparation d'équipements de communication, où ces taux sont passés respectivement de 3 % et 2 % en 2008 à 7 % et 6 % en 2009. La tendance est inverse dans la réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques : - 4 points pour le taux de marge, - 7 points pour le taux de profitabilité. La rémunération par salarié se situe dans la moyenne des services marchands (42 000 euros par an) ; elle est nettement supérieure à celles pratiquées dans les autres métiers de la réparation.

Les ratios sont meilleurs dans le secteur de la **réparation de biens personnels et domestiques** : le taux de marge atteint 22 % et le taux de profitabilité dépasse 44 %. Le chiffre d'affaires de ce secteur est assez modeste (2,2 milliards d'euros), de même que les effectifs salariés (15 300). ■

Définitions

Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (division 95 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de deux sous-secteurs.

Réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication (groupe 95.1) : réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques (95.11Z) ; réparation d'équipements de communication (95.12Z), dont téléphones (sans fil, portables), modems, télécopieurs, radios émetteur-récepteur, caméras vidéo et TV destinés à un usage commercial.

Réparation de biens personnels et domestiques (groupe 95.2) : réparation de produits électroniques grand public (95.21Z) ; réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin (95.22Z) ; réparation de chaussures et d'articles en cuir (95.23Z) ; réparation de meubles et d'équipements du foyer (95.24Z) ; réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie (95.25Z) ; réparation d'autres biens personnels et domestiques (95.29Z).

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Site internet : www.synasav.fr : syndicat national de maintenance et des services après-vente.

Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques 6.3

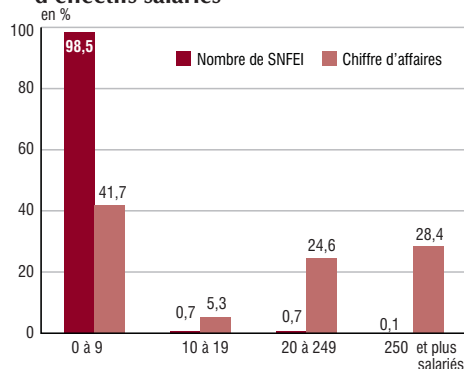
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication	7 900	25 400	41,2	5 060	1 700	8,0	4,2	0,0
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	7 500	18 700	42,4	3 880	1 290	8,4	n.d.	- 1,8
Réparation d'équipements de communication	400	6 700	38,0	1 180	410	6,8	n.d.	5,7
Réparation de biens personnels et domestiques	18 600	15 300	30,0	2 200	930	21,5	7,2	44,2
Réparation de produits électroniques grand public	2 500	3 600	33,3	520	180	2,4	n.d.	- 4,9
Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin	2 500	4 200	28,8	540	180	1,0	n.d.	150,0
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	3 600	1 700	28,3	290	180	43,3	n.d.	38,7
Réparation de meubles et d'équipements du foyer	2 200	1 600	30,8	240	100	23,2	n.d.	22,4
Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie	800	1 000	29,1	120	60	20,4	n.d.	16,2
Réparation d'autres biens personnels et domestiques	7 000	3 200	28,4	490	230	35,2	n.d.	23,0
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	26 500	40 700	37,0	7 260	2 630	12,8	5,3	15,6

Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

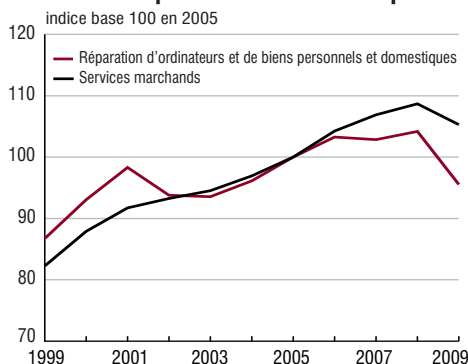
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

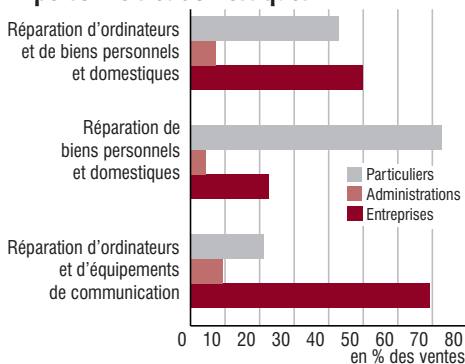
4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur de la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

3. Répartition de la clientèle du secteur de la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Esane 2009.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, Esane 2009.

6.4 Autres services personnels

En 2009, le secteur des **autres services personnels** compte 125 300 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI). Il emploie 163 500 salariés en équivalent-temps plein et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 13 milliards d'euros. Très marginale dans la plupart des secteurs, la contribution des entrepreneurs individuels est importante dans cette activité, puisqu'ils représentent 24 % des effectifs salariés et 30 % des ventes.

Le chiffre d'affaires du secteur des autres services personnels provient pour l'essentiel (90 %) des différents cœurs de métier : blanchisserie (19 %), **services funéraires** (12 %), **entretien corporel** (5 %), soins de beauté (10 %)... et surtout coiffure (40 %). Le reste correspond à la vente de produits liés aux prestations réalisées, comme parfums et produits de beauté (5 %) ou accessoires de mode (2 %).

Le secteur des autres services personnels se caractérise par une rémunération par salarié faible, presque inférieure de moitié à celle des services (24 000 euros par an). La faiblesse de cette rémunération touche toutes les activités, mais de manière moins marquée les services funéraires : ceux-ci exclus, l'écart entre le secteur le plus rémunérateur (blanchisserie-teinturerie) et le moins rémunérateur (coiffure et soins de beauté) ne dépasse pas 20 %.

L'impact de la crise est moindre que dans d'autres secteurs. Le taux de profitabilité (résultat net comptable/valeur ajoutée) est presque stable : 15,1 % en 2009, après 15,6 % en 2008 ; le taux de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée) s'établit à 23 %, après 27 %.

Le secteur de la **coiffure et des soins de beauté** se compose d'une multitude de SNFEI, souvent sans salarié. Les entrepreneurs individuels y jouent un rôle de premier plan, puisque, très majoritaires en proportion (70 %), ils totalisent 44 % des ventes et, tout de même, 34 % des salariés. Ce secteur est, de très loin, le plus féminisé des services marchands.

À l'inverse, les entrepreneurs individuels pèsent peu dans la **blanchisserie-teinturerie** (10 % du CA et 6 % des effectifs), même s'ils représentent près de la moitié des SNFEI. La différence de tissu économique avec la coiffure s'explique par la dualité du secteur. D'une part, la blanchisserie de gros, industrielle, réalise les deux tiers du chiffre d'affaires ; elle est composée à 73 % de sociétés employant 43 personnes en moyenne et générant 99 % des ventes. D'autre part, la blanchisserie de détail, est plus proche du monde de la coiffure : les sociétés (51 % des SNFEI) n'y réalisent que 75 % des facturations. ■

Définitions

Autres services personnels (division 96 de la NAF rév. 2) : ce secteur comprend tous les services non classés ailleurs. Il se compose de cinq sous-secteurs.

Blanchisserie-teinturerie (classe 96.01) : blanchisserie-teinturerie de gros (96.01A) : blanchissage, nettoyage à sec, repassage pour le compte d'entreprises ou de détaillants ; blanchisserie-teinturerie de détail (96.01B) : blanchissage, nettoyage à sec, repassage pour le compte de particuliers.

Coiffure et soins de beauté (classe 96.02) : coiffure (96.02A) ; soins de beauté (96.02B).

Services funéraires (classe 96.03) : inhumation et incinération des corps ; location et vente de concessions ; entretien des tombes et des mausolées.

Entretien corporel (classe 96.04) : bains turcs, saunas et bains de vapeur, solariums, stations thermales, instituts d'amaigrissement et d'amincissement, instituts de massage...

Autres services personnels non compris ailleurs (classe 96.09) : astrologues et spirites ; agences de rencontres et matrimoniales ; psychologues à but non thérapeutique auprès des particuliers ; services pour animaux de compagnie ; services de recherche généalogique ; studios de tatouage et de perçage corporel ; cireurs, porteurs...

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.fnp-pressing.com : fédération nationale des pressings (FNP) ; www.fnc.fr : fédération nationale de la coiffure (FNC) ; www.ffpf.fr : fédération française des pompes funèbres (FFPF) ; www.mer-et-sante.asso.fr : fédération internationale de thalassothérapie ; www.genefede.fr : fédération française de généalogie.

Autres services personnels 6.4

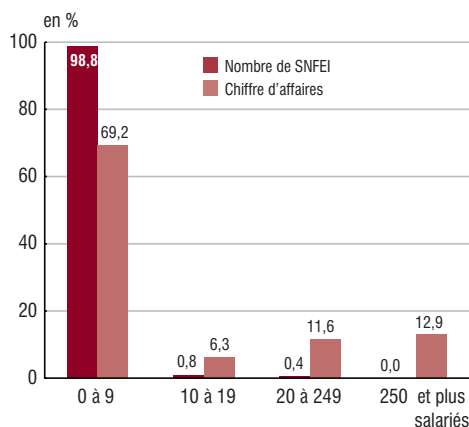
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Blanchisserie-teinturerie	7 300	24 900	26,0	2 200	1 220	22,0	22,3	12,4
Coiffure et soins de beauté	91 600	98 900	22,1	7 020	4 320	25,0	9,1	18,1
Services funéraires	2 800	17 300	30,0	1 980	970	20,0	10,0	9,5
Entretien corporel	6 400	8 400	25,3	730	370	14,3	18,8	4,7
Autres services personnels n.c.a.	17 200	14 000	24,7	1 090	600	18,5	9,8	13,7
Ensemble autres services personnels	125 300	163 500	23,9	13 020	7 480	22,8	11,9	15,1

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

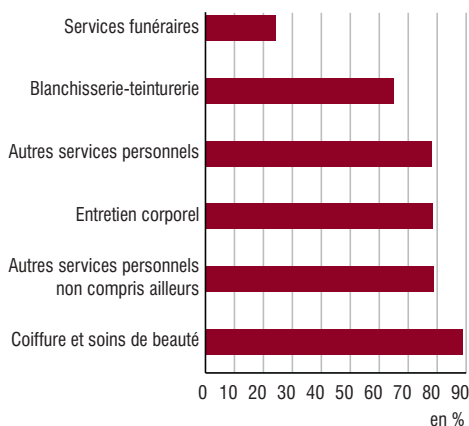
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

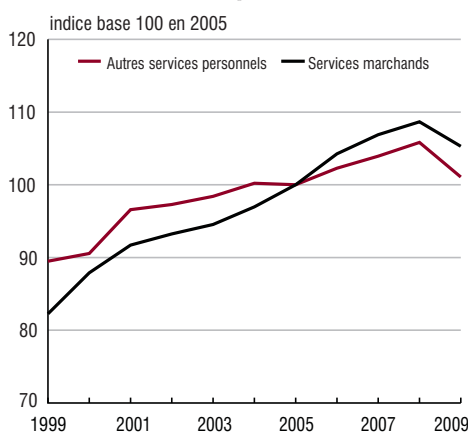
3. Taux d'emploi féminin dans le secteur des autres services personnels



Champ : France.

Source : Insee, DADS 2009.

4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur des autres services personnels

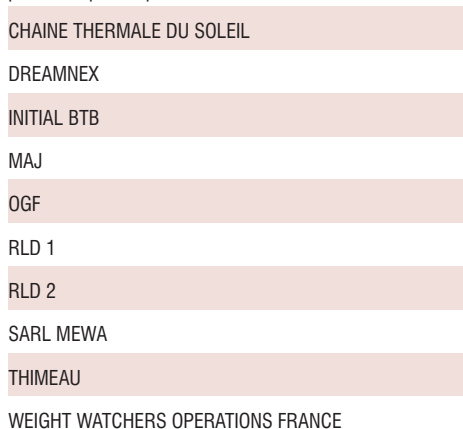


Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.